



**Les présidents des deux Chambres du Parlement, Simon Dieuseul Desras (Sénat) et Jean Tholbert Alexis (chambre basse) ont rencontré ce mardi 27 août des membres de plusieurs secteurs de la société civile haïtienne autour de la situation actuelle du pays, a observé l'agence Haïti Press Network.**

Lors de cette rencontre déroulée pendant environ 5 heures dans un Hôtel de la capitale, des représentants de divers secteurs de la société civile ainsi que des parlementaires ont témoigné de leur inquiétude sur l'avenir du pays du point de vue sociopolitique.

« Il faut que tous les secteurs s'unissent pour faire échec au plan du président de la République Michel Joseph Martelly, qui envisage de dissoudre le Parlement à partir du deuxième lundi de janvier 2014. Nous devons nous battre par tous les moyens pour combattre ce projet antidémocratique », a fait valoir Edwige Lalane, qui a promis son support [...] aux acteurs intéressés pour mener cette bataille.

« Il faut qu'il y ait des élections cette année pour éviter au pays des troubles politiques. Tout le

monde doit s'engager dans cette voie pour forcer le chef de l'État à entendre raison. La dissolution du Parlement sera fatale pour tout le pays et non pour l'institution parlementaire uniquement », a, pour sa part, indiqué Rony Desroches de l'Initiative de la société civile.

D'autres représentants d'organisation et/ou d'associations de la société civile haïtienne, qui ont participé à la rencontre, ont profité l'occasion pour lancer une mise en garde au chef de l'État Michel Joseph Martelly contre toute dissolution du Parlement pour instaurer un nouveau « régime dictatorial » dans le pays.

Les Parlementaires, eux aussi, ont profité pour mettre en garde le président Martelly contre son plan antidémocratique visant à renvoyer le Parlement en janvier 2014 afin de diriger par décret.

« Si le deuxième lundi de janvier le président Michel Joseph Martelly ne se présente pas au Parlement pour faire le discours sur l'État de la nation, le Sénat prendra acte et, avec un rapport, informera la population de la démission du chef de l'État, a indiqué Simon Dieuseul Desras, président du Sénat. Car, a-t-il dit le mandat des dix autres sénateurs ne prendra pas fin en janvier 2014. »

Se réclamant de l'opposition, le Sénateur Moïse Jean-Charles, lui, a appelé les citoyens à se mobiliser contre l'administration Martelly et le gouvernement Lamothe pour la façon dont ces deux hauts responsables gèrent le pays.

Constatant le manque de volonté du président Martelly à organiser des élections, qui devaient se tenir depuis deux ans, pour renouveler un tiers du Sénat ainsi que des maires, casecs et asecs, le président du Sénat Simon Dieuseul Desras a initié, depuis le lundi 26, une série de rencontres avec acteurs concernés par le processus électoral, dont des représentants de Partis et Organisations politiques, et des membres du secteur de la société civile.